

Une organisation de travailleurs

1. Quelle est la situation actuelle de la C.N.T, à Madrid en particulier et en Espagne en général ?

On ne peut pas dire que la situation à Madrid et dans la région Centre soit la même qu'à Valence, en Andalousie et en Catalogne ; dans chaque endroit il y a une situation différente qui vient de l'histoire concrète de chaque région, des différents éléments existants et des forces politiques. Il en a été de même pour la naissance de la C.N.T., qui a été due principalement à l'impulsion décisive de jeunes militants libertaires et surtout anarchistes. Jusqu'à il y a 2 mois, la C.N.T. n'existait que par un comité national qui ne l'était que de nom. Avec l'apparition du nouvel anarchisme et l'objectif immédiat de reconstitution de la C.N.T. commence à se développer dans toute l'Espagne des groupes anarcho-syndicalistes qui donnent une première vie aux organisations locales, puis régionales et finalement nationales. On peut dire que l'initiative prise à Madrid en décembre 75 : la première assemblée où participaient 300 camarades fut le début du développement de la C.N.T. à Madrid ; des syndicats commencèrent à se développer. Le premier fut celui de la construction formé par des jeunes, très dynamiques et combatifs ; le processus de reconstitution a été le même dans toutes les régions, en Andalousie, au Pays basque, en Cantabrie, en Asturie, en Extrémadoure. Il est en train de se faire en Galicie et en Aragon où n'ont pas encore été formés de comités régionaux mais où existent une quantité de groupes. En effet, le souvenir de la collectivité datant de la guerre civile est toujours présent ; les jeunes connaissent l'histoire et les vieux la rappellent. Au cours de 1977 toutes les régions seront organisées ; le point culminant du processus de réorganisation de la C.N.T. a été la nomination du comité national survenue en septembre dernier. Le plénum

national de la région a chargé les fédérations de la région centre d'élire un comité national composé par un délégué de chaque région et un comité permanent composé de 5 membres (secrétariat permanent).

2. Quels sont les problèmes que vous avez rencontrés ?

Je dirai que ce sont les problèmes d'une organisation extrêmement jeune ; en fait nous pouvons dire que 90 % des membres de la C.N.T. sont jeunes et que ceci est une grande chance ; mais ces jeunes manquent d'expérience, ils ne savent pas ce qu'est réellement l'anarcho-syndicalisme, puisqu'ils ne l'ont pas vécu, et cela crée des problèmes, qui par ailleurs sont facilement résolus ; un des problèmes majeurs que nous avons dû affronter a été avec des jeunes qui venaient des groupes anarchistes et qui entraient dans la C.N.T. avec une mentalité anarchiste en pensant pouvoir appliquer au syndicalisme les procédés et les fonctionnements de leurs petits groupes. Or dans la mesure où la C.N.T. est une organisation qui comporte de nombreux travailleurs, elle ne peut fonctionner comme un groupe anarchiste. Mais cette expérience devait être faite par des jeunes, et elle l'a été, puis dépassé positivement. Il existe en outre une sorte de répulsion envers toute forme de représentation ; ainsi le comité régional ou national était vécu comme une sorte de bureaucratie ; mais ceux qui avaient ces doutes ont constaté que le comité ne décidait pas, mais seulement représentait, et fonctionnait selon les décisions prises par les différents syndicats. Il y a le problème des générations entre les vieux et les jeunes ; mais aujourd'hui se produit un processus de clarification, de discussion, de confrontation. De cette manière les difficultés se déplacent peu à peu. La C.N.T. actuelle est ainsi beaucoup plus radicale dans ses contenus qu'elle n'a jamais été grâce à l'énorme quantité d'anarchistes qui sont à l'intérieur. Cela constitue la garantie que la C.N.T. d'aujourd'hui est en train de devenir ce qu'était la C.N.T. classique, mais adaptée à la situation actuelle de

l'histoire et donc très différente de celle de 36, mais avec ses contenus, sa philosophie antiétatique, antiparlementaires.

En définitive, vous pouvez dire que la C.N.T. est une C.N.T. nouvelle, jeune, de 1977, mais qui est en connexion directe avec toute l'histoire passée. Actuellement, dans ce processus de clarification qui implique à la fois des confusions et des tensions nous avons une organisation difficile et complexe où tout ne va pas facilement mais qui est très vive et très dynamique.

3. Quel est le panorama des forces politiques ? Quelle place occupe la C.N.T. au sein de ce panorama ? Quels problèmes existent dans les rapports avec les autres formes politiques ?

Nous avons été désorganisés et dispersés à cause de la répression de ces 40 dernières années, et nous sommes partis en position de désavantage, avec un retard notable. En outre nous n'avons jamais eu un appareil professionnel, au contraire des autres forces politiques. Actuellement, la C.N.T. n'a pas de permanents payés par l'organisation ; tous ceux qui occupent des fonctions représentatives vivent de leur travail ; nous n'avons donc pas l'efficacité de l'appareil professionnel des Commissions Ouvrières, ou du P.C. dans lequel travaillent 50 ou 100 personnes à temps plein. Mais cela nous donne une position de supériorité morale parce que nous ne vivons pas de l'organisation. Il ne faut pas oublier que les autres forces ont pu compter sur une continuité aussi dans la clandestinité ; continuité constituée par leurs appareils professionnels qui ont pu compter sur une disponibilité économique dérivant de l'aide des grandes puissances : U.R.S.S., Social-Démocratie Allemande, etc... il existe de là une expression du désavantage de la C.N.T. par rapport aux autres forces, même s'il va en diminuant ; par exemple les Commissions Ouvrières, avec ce qui a été dit avant, ont eu un avantage initial sur nous, mais le fait que les C.O. soient représentées à l'extérieur comme l'unique organisation des travailleurs est un mythe, parce que l'U.G.T.

existe, seconde organisation du prolétariat espagnol, et la C.N.T. existe aussi ; le Parti Communiste a voulu aussi, en Espagne, à travers les Commissions Ouvrières, faire passer le concept d'unité syndicale qui voulait dire, comme au Portugal, l'existence d'une unique centrale syndicale. Mais son projet n'est pas passé grâce à l'opposition de l'U.G.T. et de la C.N.T. Nous, particulièrement, nous nous sommes battus pour la pluralité des tendances et des organisations, basée sur les réelles différences existantes ; cette bataille a été victorieuse et maintenant les Commissions Ouvrières ont dû renoncer à leur projet et se rendre compte qu'il existait d'autres forces qu'elles ne pouvaient pas soumettre : l'U.G.T. et la C.N.T. Pour le moment les C.O. occupent encore une position majoritaire même si en Catalogne, par exemple, la C.N.T. commence à avoir une influence ; mais nous croyons que dans quelques temps les rapports de force vont changer. D'autre part, nous avons un gros avantage sur les autres forces : les autres affirment être autonomes, indépendants des partis politiques, et ceci est faux ; l'U.G.T. dépend directement du Parti Socialiste, les C.O. du Parti Communiste, l'U.S.O. dépend de quelques groupes socialistes dépendant du P.S.O.E. et l'unique organisation qui ne dépend d'aucun est la C.N.T. ; ceci nous donne un grand avantage théorique, puisque nous voulons démontrer que personne ne nous donne de ligne, et ceci les travailleurs le comprennent facilement. Quand nous disons que nous n'avons pas de dirigeants mais que des militants, que l'assemblée est souveraine, que tous ont le pouvoir décisionnel, ceux-ci le comprennent facilement. Aujourd'hui en Espagne, après 40 ans de dictature, il y a une redécouverte des concepts proudhoniens de fédéralisme, de régionalisme et d'autonomie. Il existe une véritable fureur révolutionnaire, tous les groupes politiques parlent d'autogestion y compris le P.C.E.

Évidemment tout ceci nous pose dans une position d'avantage, vu que nous sommes les uniques porte-voix cohérents d'un projet autogestionnaire ; et nous pouvons le démontrer dans

les faits ; tous les groupes ou partis qui parlent de l'autogestion ont une structure hiérarchique, tous veulent s'intégrer dans l'État et dans le parlement, ce qui n'a rien à voir avec l'autogestion ; autogestion veut dire auto-gouvernement et veut dire anarchie ; et ceci les gens le comprennent très bien ; même les revendications autonomistes des régions de l'Espagne et pas seulement de la Catalogne et du Pays basque mais des régions qui n'ont jamais avancé ce genre de concepts, comme les pays valenciens, l'Andalousie, la Galicie, sont pour nous favorables puisque cela veut dire qu'on va vers une décentralisation, vers le fédéralisme proudhonien ; évidemment notre devoir est de pousser encore plus avant ces revendications avec un contenu : le socialisme libertaire. Il est évident que l'on ne peut être intéressé à avoir 6 ou 7 gouvernements à la place d'un seul ; mais nous devons défendre le concept d'autonomie et de régionalisation du point de vue du fédéralisme libertaire ; tout ce qui a été dit avant signifie que malgré les mille difficultés, nous nous trouvons dans une condition favorable, dans laquelle il est possible de dévoiler toujours plus, devant les travailleurs, les contradictions et les mystifications des autres partis, grâce à notre cohérence.

8. Existe-t-il des groupes anarchistes spécifiques, et quels sont les rapports qui existent entre la C.N.T. et ces groupes ?

Je peux commencer par dire que nous ne reconnaissons pas l'existence officielle de la F.A.I. en ce moment ; nous savons qu'il existe une multitude de groupes spécifiques un peu partout, et qu'il existe quelques groupes spécifiques de la F.A.I., mais il n'existe pas la F.A.I. organisée nationalement et donc nous n'avons aucun contact avec la F.A.I. organisée nationalement. Dans le pays existent une quantité d'anarchismes, multiformes, collectifs, groupes culturels, d'étudiants, groupes de jeunes ; tout cet anarchisme ne peut être réintégré dans aucun sigle ; même pas dans celui de la

F.A.I. Je viens de terminer un livre qui sera publié le mois prochain qui rapporte l'histoire de la F.A.I. et les conclusions finales sont que les anarchistes, ce qui les intéresse, ce n'est pas la F.A.I., mais c'est l'anarchisme.

Dans les quartiers, par exemple, il y a de nombreux anarchistes ; ici, ils sont une centaine ; certains travaillent avec nous, d'autres pas, car il existe une tendance antisyndicale, ceci pour dire que l'anarchisme en Espagne a de multiples faces. Il faut dire que le développement de l'anarchisme dans le pays est très lié au développement de la C.N.T. La C.N.T. est une espèce de barrage et nous ne devons, ni ne voulons perdre de l'influence sur le mouvement ouvrier ; si nous devions perdre notre bataille dans le mouvement ouvrier, pour de nombreuses années, nous subirions l'hégémonie des marxistes et des communistes. Le mouvement est extrêmement important en ce moment parce qu'en font partie, non seulement des travailleurs manuels, mais tous ceux qui occupent un poste dans les relations générales de production : des professeurs universitaires aux techniciens plus ou moins qualifiés, aux ouvriers ; tous ces gens qui ne sont pas parasites et qui occupent une fonction plus ou moins productive. Et si nous devions perdre l'influence sur ce mouvement, dans le sens étroit, même l'anarchisme, sous toutes ses faces, subirait une défaite ; parce que l'existence d'une C.N.T. forte et numériquement nombreuse est nécessaire au développement du mouvement anarchiste spécifique. Si nous perdons notre bataille, en tant que C.N.T. dans le monde du travail, nous pourrions seulement nous retrouver entre anarchistes dans des bars, à boire une bière et à parler anarchisme ; quelle serait notre incidence sur la réalité ?

9. Je voudrais savoir si dans le processus de reconstruction de la C.N.T. il y a eu des tentatives d'infiltrations de communistes ou pire, de membres des syndicats verticalistes ?

La C.N.T. a été créée par des anarchistes et des anarcho-syndicalistes ; maintenant viennent vers nous de nombreuses

personnes issues des groupes marxistes, dégoûtées par les chefs politiques des Commissions Ouvrières ; beaucoup de nos meilleurs militants viennent du P.C.E., et maintenant ce sont des anarchistes convaincus. Donc, jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'infiltrations communistes, aussi parce que notre organisation actuelle ne le permettait pas ; pour ce qui concerne l'infiltration d'éléments verticalistes, moins ; il y a eu en Catalogne des éléments qui ont été dans le syndicat vertical, dans la mesure où ils étaient élus par les travailleurs, comme leurs représentants, mais sans jamais avoir la ligne politique du syndicat vertical. Il existe beaucoup de communistes qui étaient et sont encore au syndicat vertical parce qu'ils ont la possibilité politique de l'infiltrer ; mais il n'existe aucune influence verticaliste, à l'intérieur de la C.N.T. Ce que nous défendons aujourd'hui est la liberté syndicale, qui permettra d'agir ouvertement tandis qu'aujourd'hui nous sommes encore illégaux même si tolérés. La police et le gouvernement savent que nous existons, tant il est vrai que le ministre des relations sociales a invité la C.N.T. à un colloque ; ce qui a évidemment été refusé.

10. Quels sont les secteurs syndicaux les plus forts dans la C.N.T. ?

En ce moment à Madrid, le syndicat le plus fort est celui des enseignants, qui compte 200 adhérents, et qui regroupe des enseignants, des étudiants, des travailleurs de l'école en général ; un autre secteur très fort est celui des arts graphiques, avec de nombreux journalistes et écrivains ; le syndicat de la métallurgie et celui de la construction ; le syndicat des banques et du bois.

11. Quelle est la stratégie d'intervention de la C.N.T. ; quelles sont les possibles initiatives ?

Je dirai d'abord que nous devons affirmer l'autonomie et l'indépendance de notre mouvement, et nos caractéristiques

historiques : anti-capitalisme, anti-étatisme et anti-parlementarisme ; action directe, autogestion, lutte implacable contre le pouvoir en place, et puis, exploiter au maximum un phénomène irréversible qui est en train de se produire : l'intégration dans le système démocratique et bourgeois de tous les groupes politiques sans exception et qui jusqu'à présent sont considérés comme des oppositions politiques. Tous attendent le signal des élections générales pour entrer dans la bagarre, soit au niveau national soit au niveau municipal, et leur comportement ne fera rien d'autre que de démontrer que nous sommes l'unique force révolutionnaire et autonome du pays, et que nous sommes l'opposition de l'opposition. Pour ce qui est des initiatives, nous avons fait le n°0 du journal *C.N.T.* ; un numéro d'essai. *C.N.T.* sera l'organe de lutte de la confédération. Ce fut la décision du plénum des régions de juin dernier. Il sera bimensuel et aura dans un premier temps 12 pages, puis 16. Une autre initiative que nous avons en chantier est un opuscule de 20 pages « Qu'est-ce que la C.N.T. ? », et une brochure de 100 pages avec les mêmes titres qui sera publiée en janvier et mise en vente dans les librairies ; signée par un collectif de la confédération. Toujours courant 77 nous comptons publier une revue, semblable à « *A rivista anarchica* », qui affronte les problèmes culturels et théoriques ; nous pensons réussir à éditer cette revue, en prenant des fonds parmi des actions de 1000 pesetas que chaque camarade devrait souscrire ; je voudrais souligner que notre mouvement publie plus de numéros de périodiques que les autres forces, tout en étant loin de leurs moyens financiers. En Catalogne, sont déjà sortis 7 numéros de *Solidaridad obrera* ; en Andalousie : *Andalousie libertaire* ; à Valence : *La lutte sociale* ; à Madrid et région centre : *La Castille libre*, et maintenant *C.N.T.* qui est l'organe national. On peut dire que presque toutes les régions ont un périodique. L'objectif le plus important est le développement qualitatif et quantitatif de la *C.N.T.*, puisque maintenant l'organisation est structurée et prête à recevoir une grande quantité de travailleurs ; ce sera possible quand

entrera en vigueur la liberté syndicale. Aujourd'hui, la C.N.T. compte de 15000 à 20000 adhérents, qui sont presque exclusivement militants.

12. Quand je t'ai demandé quelle sera la stratégie de la C.N.T. dans les prochains mois, tu m'as répondu par des principes très clairs ; mais je voulais savoir autre chose. L'Espagne de 1977 n'est pas celle de 1936, elle est devenue un pays industrialisé, avancé, avec une structure qui représente un nouvel aspect social, lié au développement du capitalisme technocratique ; cette évolution se reflète dans la conformation du mouvement ouvrier. Face à tous ces problèmes quelle est la stratégie de la C.N.T. ?

Je dirai que la situation économique et sociale de l'Espagne est changée ; il est vrai que la situation des classes travailleuses n'est pas la même qu'en 36 ; mais dans les prochains mois les conditions de la classe travailleuse deviendront très difficiles en fonction de la crise économique ; les conditions de vie des travailleurs sont très mauvaises et elles tendront à empirer vers un conflit social ; je ne crois pas qu'il existe la possibilité que la classe ouvrière s'endorme à cause d'un bien-être trop fort, vu que ce bien-être n'existe pas et n'existera pas dans le futur ; les travailleurs devront lutter durement pour survivre, et de là la possibilité de contacter les travailleurs et donc de leur proposer nos idées ; notre alternative existe réellement, par exemple quand le processus de démocratisation sera accompli, les forces politiques se battront pour que les secteurs déficitaires de l'économie espagnole, comme le charbon, soient nationalisés, tandis que notre devoir à mon sens sera de se battre contre l'étatisation et pour l'autogestion de ce secteur, et commencer à créer des structures de base déjà maintenant, dans cette société, car nous ne pouvons attendre l'avènement du communisme libertaire ; nous devons déjà dès maintenant en donner des indications bien précises, par exemple : le métro de Madrid a un fort déficit et on parle de

nationalisation ; notre indication pratique au contraire devrait être que le métro doit être géré par les travailleurs et les utilisateurs, en créant un nouveau type d'administration autogérée. Nous savons bien que la véritable autogestion pourra exister seulement dans une société libertaire, mais cette société ne peut certes pas naître par une vertu thaumaturgique du jour au lendemain ; justement c'est avec ces importantes indications que dès maintenant on peut avancer dans cette direction. En définitive je crois que notre stratégie doit être d'affaiblir continuellement l'État, en lui arrachant tout ce que nous pouvons lui arracher, par des interventions, jusqu'à arriver à l'affrontement ; ceci nous différencie de toutes les autres forces politiques qui, au contraire, tendent à le renforcer en lui donnant de nouvelles attributions, comme la nationalisation des entreprises privées.

Quels sont les rapports entre la C.N.T. de l'intérieur et l'exil ?

Nous avons résolu ce problème de manière pragmatique, et assez intelligemment je crois ; l'un a reconnu l'existence de l'autre, avec un respect réciproque ; ils ont reconnu que la C.N.T. existait toujours en Espagne, qu'elle est parfaitement autonome et que les décisions doivent se prendre en Espagne ; de là une reconnaissance mutuelle face à une complète autonomie. Nous avons reconnu tous les groupes existant en exil indépendamment du fait qu'ils soient ou non l'organisation appelée officielle. Nous avons donc de bonnes relations, mais nous ne voulons pas que les problèmes de l'exil soient reportés ici en Espagne, ce serait une véritable calamité pour notre mouvement.

Madrid, 5 Janvier.